

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1894-1895.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE JANVIER 1895.

FEUILLETON AU 10 FÉVRIER 1895.

PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|--|
| 1. | 184. | Par pétition datée de Jupille, le 26 décembre 1894,
Le sieur Walter Collinet, à Jupille, se plaint de
n'obtenir aucune assistance de la commune et réclame
à ce sujet l'intervention de la Chambre.
<i>Décision : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i> |
| 2. | 185. | Par pétition datée de Rahier,
Le sieur Ludig, cabaretier, à Rahier, demande le
remboursement de la moitié du droit de licence de
60 francs, payé par lui; il base sa réclamation sur ce
fait qu'il n'a ouvert son débit qu'en juillet dernier.
<i>Décision : Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i> |
| 3. | 187. | Par pétition datée de Heyst-sur-Mer, le 27 décem-
bre 1894,
L'Administration communale de Heyst-sur-Mer
réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir du
Gouvernement une indemnité en faveur des pêcheurs
ayant subi des pertes à la suite de la violente tempête
qui a sévi, le 22 décembre dernier, sur les côtes
d'Heyst-sur-Mer.
<i>Décision : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture,
de l'Industrie, du Travail et des Travaux publics.</i> |

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

4.

188.

Par pétition datée de Namur, le 28 décembre 1894,

Le Gouverneur de la province de Namur transmet le vœu émis par le Conseil provincial de voir reviser, au cours de la session actuelle, l'article 138 du Code électoral et admettre, tant pour les élections législatives que provinciales, le vote à la commune, sans condition d'aucun chiffre de population.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

5.

189.

Par pétition datée de Lodelinsart, le 29 décembre 1894,

Le sieur Beaudoux, à Lodelinsart, victime d'un accident de mine, sollicite l'intervention de la Chambre pour l'obtention d'un secours.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie, du Travail et des Travaux publics.

6.

190.

Par pétition datée de Maldegem, le 28 décembre 1894,

Le sieur Coenen, à Maldegem, réclame l'intervention de la Chambre pour faire cesser le conflit qui existe entre la commune de Maldegem et l'État, au sujet de la route longeant le canal de Schipdonck.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

7.

191.

Par pétition datée de Flénu, le 31 décembre 1894,

Le président et le secrétaire du Syndicat des ouvriers mineurs de Flénu réclament l'introduction du suffrage universel pur et simple pour les élections communales et provinciales.

Même demande des président et secrétaire de la « Jeune garde socialiste de Flénu ».

DÉCISION : Dépôt sur le bureau de la Chambre pendant la discussion de la loi électorale communale.

8.

192.

Par pétition datée d'Andrimont, le 22 décembre 1894,

Le Conseil communal d'Andrimont émet le vœu de voir la Chambre admettre le suffrage universel à vingt-un ans d'âge et six mois de résidence pour la

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

province et la commune, et adopter, pour les élections à tous les degrés, un système électif basé sur la représentation proportionnelle.

DÉCISION : Dépôt sur le bureau de la Chambre pendant la discussion de la loi électorale communale.

9. 193. Par pétition datée de Courcelles, le 24 décembre 1894,

La dame Lemal, à Courcelles, prie la Chambre d'intervenir en sa faveur auprès du Comité de la Caisse de secours aux victimes des accidents du travail, afin qu'un secours lui soit accordé.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie, du Travail et des Travaux publics.

10. 194. Par pétition datée de Wommerson, le 29 décembre 1894,

Des habitants de Wommerson et d'Overhespen prient la Chambre de modifier la loi sur la chasse.

DÉCISION : Dépôt sur le bureau de la Chambre pendant la discussion des propositions de loi concernant cet objet.

11. 195. Par pétition datée de Poelcapelle, le 3 janvier 1895,

Des habitants de Poelcapelle, dépendance de Lange-marck, demandent l'érection de Poelcapelle en commune distincte.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

12. 196. Par pétition datée de Blehen, le 15 décembre 1894,

Des habitants de la section de Blehen, commune de Lens-Saint-Remy, demandent l'érection de Blehen en commune distincte.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

13. 197. Par pétition datée de Mons, le 26 décembre 1894,

Des pharmaciens de Mons demandent à être exemptés du service actif de la garde civique afin de pouvoir, en

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

cas de guerre ou d'émeutes, porter plus rapidement secours aux victimes ou aux malades.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

14. 198. Par pétition datée d'Anderlecht, le 22 décembre 1894,
248. Le conseil communal d'Anderlecht émet le vœu de
257. voir adopter le suffrage universel pur et simple à vingt-
270. un ans, ainsi que la représentation proportionnelle,
296. pour les élections communales et provinciales.
Même demande du Conseil communal de Molenbeek-Saint-Jean; du président et du secrétaire du cercle ouvrier « Progrès par le travail », à Alost; de membres de la « Ligue démocratique libérale » d'Ath; de membres du comité de l'« Association libérale » d'Ypres.
- DÉCISION : *Dépôt sur le bureau de la Chambre pendant la discussion de la loi électorale communale.*
15. 199. Par pétition datée de Quaregnon, le 25 décembre 1894,
Le sieur Dieu, à Quaregnon, demande un congé temporaire pour son fils qui est sous les drapeaux
- DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*
16. 200. Par pétition datée de Jumet, le 20 décembre 1894,
Le sieur Émile Wery, mineur, à Jumet, demande la revision de la loi réglant les indemnités à accorder aux victimes du travail.
- DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie, du Travail et des Travaux publics.*
17. 201. Par pétition datée d'Ostende, le 18 décembre 1894,
Le sieur Kinoo, ancien militaire, à Ostende, demande une augmentation de pension.
- DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*
18. 202. Par pétition datée de Louvain, le 2 décembre 1894,
Le sieur De Rom-van Espen, ex-agent de change à Saint-Josse-ten-Noode, interné à la maison centrale

Numéros
du
feuilleton.Numéros
du registre des
pétitions.

pénitentiaire à Louvain, demande sa libération conditionnelle.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

19. 206. Par pétition datée d'Auvelois, le 3 janvier 1895,
Le conseil communal d'Auvelois émet le vœu de voir la Chambre adopter comme bases de la future loi électorale, pour la province et la commune, le suffrage universel pur et simple, à vingt-un ans, et la représentation proportionnelle.
Il émet également le vœu de voir la Chambre discuter immédiatement l'établissement d'une Caisse de retraite en faveur des invalides du travail.
- DÉCISION : *Dépôt sur le bureau de la Chambre pendant la discussion de la loi électorale communale.*
20. 207. Par pétition datée de Lierre, le 31 décembre 1894,
Le président et le secrétaire du « Liberale Volksbond » de Lierre émettent le vœu de voir admettre comme bases de la future loi électorale, pour la province et la commune, le suffrage universel pur et simple et la représentation proportionnelle.
- DÉCISION : *Dépôt sur le bureau de la Chambre pendant la discussion de la loi électorale communale.*
21. 208. Par pétition datée de Jemappes, le 6 janvier 1895,
224. Le président et le secrétaire de la Société coopérative
228. ouvrière de Jemappes demandent l'introduction du
233. suffrage universel pur et simple, à vingt-un ans,
269. pour les élections communales et provinciales.
316. Même demande des chefs des sections et du secrétaire
du groupe syndical de Jemappes ainsi que d'électeurs
généraux d'Élouges.
Même demande du président et du secrétaire de la société coopérative « Les Ouvriers réunis », à Dour, ainsi que du Syndicat des mineurs, à Dour.
Même demande du comité du « Cercle socialiste » de Ciplly, d'habitants de La Bouverie, de membres de la « Société coopérative » de Warquignies, du président et du secrétaire du « Cercle socialiste » d'Obourg, d'habitants de Wasmes, de membres du « Syndicat des ouvriers » et de la « Boulangerie coopérative », à Pâturages, du

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions
------------------------------	---

conseil communal de Wasmes, du conseil communal de Charleroi.

DÉCISION : Dépôt sur le bureau de la Chambre pendant la discussion de la loi électorale communale.

- | | | |
|-----|------|---|
| 22. | 209. | <p>Par pétition datée de Cuesmes, le 5 janvier 1895,</p> <p>Le sieur Saucez, à Cuesmes, rappelle la pétition dans laquelle il réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le paiement de la rémunération de milice qui lui serait due et n'aurait pas été touchée en temps par sa mère qui se trouve en Amérique.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à MM. les Ministres des Finances et de la Guerre.</i></p> |
| 23. | 210. | <p>Par pétition datée de Lierre, le 31 décembre 1894,</p> <p>Le président et le secrétaire du « Liberale Volksbond » de Lierre demandent l'intervention de la Chambre pour obtenir du Gouvernement et notamment du Ministère de la Guerre que les travaux des administrations publiques qui ne pourraient être effectués par elles, soient confiés à des particuliers au lieu de l'être à l'Administration des prisons.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i></p> |
| 24. | 211. | <p>Par pétition datée de Lierre, le 31 décembre 1894,</p> <p>Le président et le secrétaire du « Liberale Volksbond » de Lierre, prient la Chambre d'abolir le tirage au sort et le remplacement et d'établir le service personnel ; ils préconisent, en outre, diverses mesures se rattachant à l'organisation de l'armée.</p> <p><i>DÉCISION : Dépôt sur le bureau de la Chambre pendant la discussion du projet de loi réorganisant les lois de milice.</i></p> |
| 25. | 215. | <p>Par pétition datée de Montigny-sur-Sambre, le 7 janvier 1895,</p> <p>Le sieur Cassaubon, à Montigny-sur-Sambre, prie la Chambre de modifier la loi du 30 juillet 1889 sur l'assistance judiciaire et la procédure gratuite.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i></p> |

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|--|
| 26. | 216. | <p>Par pétition sans date,</p> <p>Le sieur Marillino proteste contre sa radiation des listes électorales du chef de condamnations pour ivresse.</p> <p>DÉCISION : <i>Ordre du jour.</i></p> |
| 27. | 227. | <p>Par pétition datée de Gilly, le 8 janvier 1895,</p> <p>Le sieur Piérard, à Gilly, prie la Chambre de voter une loi accordant le bénéfice de la procédure gratuite aux personnes devant faire valoir en justice leurs droits et réclamations contre les sociétés charbonnières, pour dommages causés par les travaux houillers aux maisons d'habitation.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i></p> |
| 28. | 233. | <p>Par pétition datée de Gilly, le 9 janvier 1895,</p> <p>Le sieur Pasquet, à Gilly, demande le vote d'une loi qui obligerait les concessionnaires ou les exploitants de mines à porter l'épuisement des eaux des travaux de leurs charbonnages au moins au niveau des exploitations pratiquées ou à pratiquer dans ceux-ci.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie, du Travail et des Travaux publics.</i></p> |
| 29. | 239. | <p>Par pétition datée de Châtelet, le 13 janvier 1895,</p> <p>Le président et le secrétaire de la ligue ouvrière « La Solidarité », à Châtelet, prient la Chambre de voter, pour la province et la commune, le suffrage universel à vingt-un ans d'âge et six mois de résidence.</p> <p>DÉCISION : <i>Dépôt sur le bureau de la Chambre pendant la discussion de la loi électorale communale.</i></p> |
| 30. | 244. | <p>Par pétition datée d'Anvers, le 14 janvier 1895,</p> <p>Le sieur Béný, à Anvers, prie la Chambre de voter la reprise du Congo par la Belgique.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Affaires étrangères.</i></p> |
| 31. | 245. | <p>Par pétition datée de Rahier, le 11 janvier 1895,</p> <p>La dame Lejeune, à Rahier, se plaint du préjudice que lui causent les travaux exécutés à la route de la</p> |

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

Lienne, qui empêchent la mise en activité de son moulin à farine.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie, du Travail et des Travaux publics.

32. 247. Par pétition datée de Lodelinsart, le 13 janvier 1895,
Le collège des bourgmestre et échevins de Lodelinsart transmet le vœu émis par le conseil communal de cette localité de voir la Chambre adopter, comme bases de la future loi électorale pour la province et la commune, le suffrage universel pur et simple à vingt-cinq ans, avec la représentation proportionnelle, et discuter l'établissement d'une caisse de retraite en faveur des invalides du travail.
- DÉCISION : Dépôt sur le bureau de la Chambre pendant la discussion de la loi électorale communale.*
33. 249 Par pétition datée de Bruxelles, le 16 décembre 1894,
Le président et le secrétaire de la Fédération des sociétés musicales, chorales, dramatiques et d'agrément de Belgique, prient la Chambre de modifier dans le sens qu'ils préconisent la loi de 1886 sur le droit d'auteur.
- DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*
34. 251. Par pétition datée de Jumet, le 14 janvier 1895,
Le collège des bourgmestre et échevins de Jumet transmet le vœu émis par le conseil communal de cette localité de voir adopter, pour les élections communales et provinciales, le suffrage universel pur et simple et la représentation proportionnelle.
- DÉCISION : Dépôt sur le bureau de la Chambre pendant la discussion de la loi électorale communale.*
35. 253. Par pétition datée de Liège, le 17 janvier 1895,
Le sieur Van Hulst, à Liège, expose sa situation nécessiteuse et sollicite un secours de la Chambre.
- DÉCISION : Ordre du jour.*
36. 258 Par pétition datée de Dampremy, le 13 janvier 1895,
Le conseil communal de Dampremy prie la Chambre

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

de voter pour la province et la commune le suffrage universel à vingt et un ans, à l'exclusion des indignes, et de discuter l'établissement d'une caisse de retraite en faveur des invalides du travail.

DÉCISION : Dépôt sur le bureau de la Chambre pendant la discussion de la loi électorale communale.

37. 260. Par pétition datée de Saint-Josse-ten-Noode, le 20 janvier 1893,

La dame Bay, veuve de M. Santkin, ancien membre de la Chambre des Représentants, renouvelle sa demande du 8 juillet 1893 par laquelle elle sollicitait une pension.

DÉCISION : Renvoi au bureau de la Chambre des Représentants.

38. 261. Par pétition datée de Mariemont, le 16 janvier 1893,

Le secrétaire du syndicat des mineurs « Sainte Henriette », à Mariemont, prie la Chambre de voter, pour les élections communales et provinciales, le suffrage universel pur et simple à vingt et un ans, et il proteste contre la reprise par la Belgique de l'État Indépendant du Congo.

303. Même pétition du président et du secrétaire de la société coopérative « Union prolétarienne » à Quaregnon.

DÉCISION : Dépôt sur le bureau de la Chambre pendant la discussion de la loi électorale communale.

39. 263. Par pétition datée de Gilly (Sart-Allet), le 22 janvier 1893,

Le sieur Lambert, à Gilly (Sart-Allet), sollicite un secours.

DÉCISION : Ordre du jour.

40. 271. Par pétition datée de Flémalle-Grande, le 18 janvier 1893,

L'administration communale de Flémalle-Grande (Liège) proteste contre l'annexion éventuelle du hameau Mons-Flémalle à la commune de Mons (Liège), et elle

Numéros du feuillet	Numéros du registre des pétitions.
---------------------------	--

prie la Chambre de maintenir la délimitation actuelle de Flémalle-Grande.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

- | | | |
|-----|------|--|
| 41. | 272. | <p>Par pétition datée de Honnay, le 16 janvier 1895,</p> <p>Le conseil communal de Honnay proteste contre l'annexion éventuelle du Congo à la Belgique et prie la Chambre de la repousser.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Affaires étrangères.</i></p> |
| 42. | 273. | <p>Par pétition datée de Waudrez, le 12 janvier 1895,</p> <p>Le sieur Blairon, à Waudrez, ancien combattant de 1850, sollicite l'octroi de la décoration et de la pension accordées aux combattants de 1850.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p> |
| 43. | 274. | <p>Par pétition datée de Prayon, le 17 janvier 1895,</p> <p>Le sieur Ancion, à Prayon, sollicite la remise des droits d'enregistrement et de transcription dus par lui pour deux actes notariés.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i></p> |
| 44. | 275. | <p>Par pétition datée de Corswarem, le 22 janvier 1895,</p> <p>Des habitants de Corswarem demandent la disjonction de leur commune de la province de Limbourg et son adjonction à la province de Liège.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p> |
| 45. | 276. | <p>Par pétition datée de Tilleul, le 23 janvier 1895,</p> <p>Le sieur Cristophe, à Tilleul, prie la Chambre d'intervenir auprès du bureau de bienfaisance de sa commune afin que celui-ci lui accorde de nouveau le secours qu'il lui allouait précédemment.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i></p> |
| 46. | 283. | <p>Par pétition datée d'Anvers, le 17 janvier 1895,</p> <p>Le président et le secrétaire de la « Vlaamsche Wacht », à Anvers, appuient une pétition du « Natio-</p> |

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

naal Vlaamsch Verbond », à Bruxelles, demandant que la liste des communes flamandes soit complétée, sans nouveau délai, par l'addition des vingt-deux communes signalées.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

47.

284.

Par pétition datée d'Anvers, le 18 janvier 1895,

Le président et le secrétaire de la « Vlaamsche Wacht », à Anvers, appuient la pétition de la « Burgerhoutsche Volksgilde », demandant que le 14 juillet soit décrété jour de fête nationale, en souvenir de la bataille des Éperons d'or.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

48.

286.

Par pétition datée d'Anvers, le 18 janvier 1895,

Le président et le secrétaire de la « Vlaamsche Wacht », à Anvers, prient la Chambre de voter, pour les élections communales, le suffrage universel avec la représentation proportionnelle.

DÉCISION : *Dépôt sur le bureau de la Chambre pendant la discussion de la loi électorale communale.*

49.

288.

Par pétition datée de West-Roosebeke, le 24 janvier 1895,

Le sieur Vanacker, à West-Roosebeke, demande l'attribution d'un vote supplémentaire, pour les élections communales, aux citoyens porteurs d'un diplôme de l'enseignement primaire.

DÉCISION : *Dépôt sur le bureau de la Chambre pendant la discussion de la loi électorale communale.*

50.

307.

Par pétition datée de Bruxelles, le 28 janvier 1895,

Le sieur Robert, à Bruxelles, transmet un vœu contre l'annexion immédiate du Congo.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Affaires étrangères.*

51.

311.

Par pétition datée de Gilly, le 29 janvier 1895,

Le sieur Steens, à Gilly, prie la Chambre d'inter-

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

venir en sa faveur auprès de la caisse de prévoyance des ouvriers houilleurs de l'arrondissement de Charleroi pour qu'une augmentation de secours lui soit octroyée.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie, du Travail et des Travaux publics.

52. 317. Par pétition datée de Mons, le 30 janvier 1895,
Le sieur Gondry, archiviste-adjoint de l'État, à Mons, sollicite l'intervention de la Chambre pour obtenir à bref délai la liquidation de sa pension.
- DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*
53. 318. Par pétition datée de Mont-sur-Marchienne, le 23 janvier 1895,
Le sieur Lebrun, à Mont-sur-Marchienne, sollicite un secours.
- Ordre du jour.*
54. 321. Par pétition datée de Malempré, le 31 janvier 1895,
Des habitants de Malempré sollicitent l'intervention de la Chambre pour obtenir le paiement régulier et intégral de l'indemnité leur revenant pour soins donnés à des élèves d'écoles de bienfaisance placés chez eux par l'intermédiaire des comités de patronage.
- DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
-